

La guerre USA-Iran est devenue une crise sans terminus

Six mois après le début de la guerre déclenchée par les frappes américano-israéliennes du 28 février 2026, le conflit entre Washington et Téhéran n'a trouvé ni issue militaire ni issue diplomatique.

Il s'est au contraire transformé en un mécanisme d'escalade auto-entretenu, où chaque camp répond à l'action de l'autre par une action équivalente ou supérieure, sans qu'aucun des deux ne parvienne à restaurer une dissuasion crédible.

L'Iran maintient son emprise sur le détroit d'Ormuz, voie maritime vitale pour le pétrole et le gaz mondiaux, tandis que Washington mène une campagne pour asphyxier les ports et l'économie iraniens.

Les événements de la nuit du 8 au 9 septembre avec la destruction de cinq pétroliers iraniens par le CENTCOM, puis la riposte iranienne contre une base américaine en Jordanie, ne constituent pas un pic isolé mais le dernier échelon d'une escalade continue engagée fin août. L'Iran lance plus de 30 missiles balistiques contre une base américaine, lors de la plus importante attaque de ces derniers mois.

Le pétrole a franchi les 100 dollars le baril, l'arsenal américain d'intercepteurs Patriot et THAAD est dangereusement entamé, et aucun acteur ne semble aujourd'hui en mesure d'imposer un point d'arrêt à la dynamique.

Aujourd'hui, le constat est que la guerre a démontré que l'Iran pouvait encaisser un assaut massif des États-Unis sans effondrement du régime, ce qui aurait paradoxalement dissipé une partie de la retenue prudente que Téhéran observait jusque-là à l'égard de Washington.

En miroir, l'Iran a montré sa capacité à menacer durablement les bases américaines dans la région, ébréchant l'image d'invulnérabilité militaire américaine dans le Golfe.

Un autre facteur tient à l'absence d'objectifs politiques clairement définis dès le déclenchement de l'opération : sans définition précise de ce que serait la « victoire », Washington s'est privé d'un critère permettant de savoir quand et comment mettre fin aux hostilités, un problème structurel qui pèse encore aujourd'hui sur la capacité américaine à sortir du conflit.

Qui plus est, l'Iran a toujours la main mise sur le transport maritime dans le détroit d'Ormuz, chokepoint par lequel transitait, avant la guerre, environ un quart du commerce pétrolier maritime mondial et un cinquième du commerce mondial de gaz naturel liquéfié.

Les quatre phases de l'engrenage (mars – août 2026)

La suite des événements suit une logique de spirale que l'on peut découper en quatre phases.

La première est celle du blocus naval, imposé du 13 avril au 18 juin 2026 face à l'échec des pourparlers d'Islamabad. Washington interdit l'entrée et la sortie des ports iraniens tout en menant une campagne aérienne destinée à rouvrir le détroit, utilisant des bombes anti-bunker de 2 250 kg contre des sites iraniens de missiles antinavires et coulant seize mouilleurs de mines iraniens.

Vient ensuite une trêve de façade, entre juin et juillet 2026 : un mémorandum d'accord est signé fin juin, censé mettre fin à la guerre et rouvrir le détroit selon des protocoles internationaux, mais l'Iran cherche en réalité à imposer ses propres règles de passage, avec une coordination obligatoire avec Téhéran, des zones sous contrôle iranien, dans l'espoir de percevoir des droits de passage et d'asseoir une forme de souveraineté de facto sur le détroit. Après une série d'attaques contre trois navires les 6 et 7 juillet, Trump déclare publiquement que la trêve est terminée.

S'ouvre alors la troisième phase, celle de la reprise du blocus et de la guerre des pétroliers, du 14 juillet à fin août 2026. La confrontation se déplace clairement en mer, avec des frappes réciproques sur les pétroliers, des tirs de missiles contre des navires de guerre américains et des attaques de drones contre les ports d'Oman utilisés par les forces américaines, à Duqm et Salalah.

Fin août, les États-Unis annoncent avoir déminé la zone de séparation du trafic du détroit, où plus d'une centaine de mines suspectes avaient été repérées. C'est dans le prolongement de cette troisième phase que s'engage, dès le 30 août, la quatrième et dernière séquence, celle d'une escalade continue qui n'a plus vraiment cessé depuis.

Le 30 août, après une frappe américaine sur l'île iranienne de Larak, l'Iran lance une opération combinée de missiles et de drones, baptisée « Punition de l'agresseur », contre les bases de King Hussein et d'Al-Azraq en Jordanie. La Jordanie annonce huit interceptions, et Trump promet une réponse en assurant que les États-Unis vont frapper fort.

Le 1er septembre, de nouvelles frappes américaines contre le sud de l'Iran déclenchent des ripostes iraniennes contre des bases américaines à Bahreïn, en Jordanie et en Irak, tandis que le Koweït signale avoir intercepté des drones et des missiles iraniens, il s'agit alors du plus violent échange de tirs depuis plus d'un mois, et le Brent dépasse les 92 dollars.

Les 5 et 6 septembre surviennent les frappes réciproques les plus massives de la guerre à ce stade : Washington cible trois pétroliers iraniens, dont le Kylo, qui finira par couler, première perte directe au combat d'un pétrolier dans ce conflit, tandis que Téhéran frappe des navires et tire un missile balistique en direction de porte-avions américains près du détroit.

Le Brent atteint alors environ 97 dollars, en hausse de 9 % sur cinq jours.

Puis, dans la nuit du 8 au 9 septembre, le CENTCOM annonce avoir détruit cinq pétroliers iraniens, présentés comme faisant partie d'un réseau clandestin finançant le Corps des gardiens de la révolution islamique et ses alliés régionaux.

En représailles, l'Iran affirme avoir visé une base américaine en Jordanie avec une vingtaine de missiles balistiques. La Jordanie en revendique dix-huit interceptions, les deux autres étant tombés en zone inhabitée.

Le Corps des gardiens de la révolution islamique revendique séparément une frappe sur des hangars de drones RQ-4 et MQ-9 à la base de Prince Hassan, avec des pertes humaines côté américain.

Au moins une centaine de missiles Patriot ont été lancés pour tenter d'intercepter ces missiles. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie qu'en seulement deux heures, l'équivalent de deux mois de production de missiles Patriot a été consommé.

L'ampleur de l'engagement américain envers la sécurité de la Jordanie signifie que Washington n'a guère d'autre choix que de tout mettre en œuvre pour intercepter les missiles iraniens menaçant le territoire jordanien, même à un coût considérable en intercepteurs. Cela explique en partie l'ampleur de la riposte défensive face à la dernière salve iranienne.

Le Brent franchit alors les 100 dollars pour la première fois depuis juillet, soit environ 40 % au-dessus des niveaux d'avant-guerre.

Cette accélération du tempo, avec quatre pics de tension majeurs en dix jours, marque une rupture avec le rythme plus étalé des mois précédents et suggère que les deux parties ont significativement réduit leurs délais de décision.

Les logiques structurelles de l'escalade

Cette accélération répond à plusieurs logiques structurelles qui se renforcent mutuellement.

La première est celle d'une dissuasion réciproquement défaillante. Washington mise sur l'idée qu'un coût militaire croissant finira par contraindre Téhéran à négocier ; Téhéran mise sur l'idée symétrique que la persistance de ses représailles finira par convaincre Washington que la pression ne restaure pas la dissuasion et qu'il vaut mieux lever le blocus.

Aucune des deux hypothèses ne se vérifie. Chaque frappe américaine est suivie d'une riposte iranienne, et chaque riposte iranienne est suivie d'une nouvelle frappe américaine.

La deuxième logique tient à la capacité iranienne reconstituée, largement appuyée par l'axe formé par Moscou, Pékin et Pyongyang. Plusieurs centres d'analyse américains, du Jewish Institute for National Security Affairs au Critical Threats Project de l'Institute for the Study of War en passant par le Middle East Institute, convergent sur ce point : la vitesse à laquelle l'Iran a reconstitué ses capacités de frappe après les pertes subies en février 2026 doit beaucoup au soutien extérieur.

La Russie a confirmé, selon le général Dan Caine, président du Joint Chiefs of Staff, un partage de renseignement et d'imagerie satellitaire facilitant le ciblage des forces américaines par Téhéran. Moscou a également continué de livrer des chasseurs et de former des pilotes iraniens, transféré des composants de drones à fibre optique et des systèmes portables de défense antiaérienne, et pris en charge une partie de la logistique via la mer Caspienne, une aide dont l'ampleur reste toutefois calibrée pour ne pas déclencher un engagement direct du Kremlin, contraint par la guerre en Ukraine.

La Chine et la Corée du Nord contribuent également, selon plusieurs évaluations, au maintien des capacités de production de missiles balistiques et des défenses antiaériennes iraniennes, notamment via des systèmes S-300 redéployés dès février.

La troisième logique, moins visible dans le débat public mais tout aussi déterminante, est celle de l'épuisement silencieux de l'arsenal défensif américain. Selon des estimations convergentes du Center for Strategic and International Studies, le stock de missiles Patriot serait aujourd'hui réduit d'environ deux tiers par rapport à son niveau d'avant-guerre, tombant à une fourchette de 750 à 830 unités contre environ 2 200 avant février 2026.

Le stock de THAAD, plus critique encore, aurait chuté de près de 80 %, à environ 250 unités contre 452 avant-guerre, un rythme de reconstitution estimé à plus de trois ans au niveau de production actuel. Le New York Times et le Wall Street Journal ont rapporté que la Maison-Blanche avait dû annuler des frappes prévues contre l'Iran en raison de ces stocks amoindris, après une mise en garde du général Caine sur le risque de vider les réserves du Commandement central.

Chaque intercepteur PAC-3 MSE coûte environ 3,9 millions de dollars et chaque THAAD coûte 15 millions de dollars, et le fabricant Lockheed Martin n'en produit qu'environ 600 par an pour le Patriot et 96 pour le THAAD.

Des chiffres que le Pentagone cherche à faire tripler via de nouveaux contrats, sans effet immédiat sur la contrainte opérationnelle actuelle.

Cette asymétrie de coût, entre des missiles iraniens à quelques centaines de milliers de dollars et des intercepteurs américains à plusieurs millions, confère à l'Iran un avantage structurel dans une guerre d'usure, indépendamment du rapport de force militaire global.

La quatrième logique tient enfin à l'échec de la pression économique à produire la capitulation espérée. La stratégie américaine repose sur l'hypothèse que l'asphyxie économique, blocus des ports, levée des exemptions sur les ventes de pétrole iranien, sanctions renforcées, finira par contraindre le régime à négocier depuis une position de faiblesse.

Or les prix du pétrole eux-mêmes se retournent contre cette logique. Chaque nouvelle salve fait grimper le baril, ce qui allège paradoxalement une partie de la contrainte budgétaire iranienne sur les volumes qu'elle parvient encore à exporter, tout en pesant sur l'inflation mondiale et sur la popularité de l'administration américaine.

Les deux camps pensent avoir le-dessus

Téhéran ne semble pas disposé à s'engager dans une guerre prolongée, mais refuse, dans le même temps, de se plier aux exigences du président américain Donald Trump, et insiste pour préserver ce qu'il considère comme les acquis de la guerre. Il a ajouté que les dirigeants iraniens semblent avoir fait leur choix face à une pression accrue : privilégier l'escalade à la capitulation.

Les sanctions et les pressions américaines infligent des dommages considérables à l'économie iranienne, mais l'impact de ces mesures n'est pas unilatéral. Téhéran estime pouvoir faire peser une partie du coût de la confrontation sur l'économie mondiale, notamment en affectant l'approvisionnement énergétique et la stabilité régionale.

L'Iran n'acceptera pas une situation permettant à Washington de tirer profit de sa politique de « pression maximale » sans en subir les conséquences. Un blocus économique prolongé pourrait inciter les dirigeants iraniens à intensifier leurs actions offensives, et à rechercher de nouveaux moyens d'accroître le coût de la confrontation pour leurs adversaires.

L'approche iranienne actuelle accorde une importance croissante à l'initiative, et que la poursuite des pressions pourrait inciter Téhéran à exacerber les tensions dans la région et à employer des tactiques de pression supplémentaires.

Les Etats-Unis ne peuvent pas maintenir leur politique de pression maximale et éviter de conclure un accord avec l'Iran sans en subir les conséquences, soulignant qu'une escalade prolongée pourrait compromettre la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz.

Par ailleurs, l'administration américaine peine encore à comprendre la mentalité du régime iranien. Téhéran est capable de faire des concessions, de reculer tactiquement, voire de modifier certaines de ses politiques, mais, éprouve une extrême difficulté à accepter une capitulation publique sous la pression.

Ainsi, le président américain pourrait se retrouver confronté au même dilemme qu'au cours des derniers mois : choisir entre une escalade militaire ou politique coûteuse et imprévisible et accepter les conditions iraniennes, potentiellement humiliantes pour Washington. Les options qui s'offrent désormais à l'administration américaine se limitent au pire des deux.

C'est la distinction que Washington doit garder à l'esprit : la capacité à infliger d'énormes dommages à l'Iran n'équivaut pas à la capacité de contraindre l'Iran à capituler. La puissance militaire peut imposer des coûts extraordinaires.

La question la plus difficile est de savoir si ces coûts produisent les concessions politiques réellement recherchées. Dans ce cas précis, il existe très peu de raisons de supposer que ce sera le cas.

L'Iran est loin d'être invincible. Là n'est pas la question. La vraie question est de savoir si les États-Unis et leurs partenaires régionaux sont prêts à payer les coûts énormes d'une guerre prolongée et escaladant avec Téhéran, sans aucune garantie que ces coûts modifieront fondamentalement la position de négociation de l'Iran.

Avant d'escalader, Washington doit répondre à une question bien plus difficile : non pas si l'Iran peut être blessé, il peut clairement l'être, mais quel niveau de perturbation militaire, économique et régionale les États-Unis sont disposés à absorber si Téhéran choisit l'escalade plutôt que la capitulation.

Un conflit infini

Mais le tableau stratégique plus large est de plus en plus préoccupant : ni Washington ni Téhéran ne parviennent à se dissuader mutuellement.

Chaque camp semble croire qu'en augmentant le coût militaire, il finira par forcer l'autre à reculer. C'est en réalité l'inverse qui se produit. Chaque escalade n'est pas suivie de retenue ou de capitulation, mais d'une nouvelle escalade.

C'est là le problème fondamental de la trajectoire actuelle. Il n'existe pas de voie cinétique évidente pour revenir à un statu quo stable. Si les États-Unis intensifient leurs attaques contre les pétroliers iraniens, Téhéran est plus susceptible d'étendre ses attaques contre les pétroliers dans le Golfe que de les réduire. Et de nouvelles attaques iraniennes accroîtront à leur tour la pression sur Washington pour qu'il réagisse.

L'Iran ne dissuade pas les États-Unis, et les États-Unis ne dissuadent pas l'Iran.

Parallèlement, une autre course est engagée : celle entre la détérioration de l'économie iranienne et la hausse du prix mondial du pétrole. Jusqu'à présent, aucun des deux camps ne semble considérer que cette pression économique constitue une raison suffisante pour réduire sa volonté de recourir à la force.

La question cruciale est donc de savoir si quelqu'un trouvera un moyen d'interrompre ce dangereux cycle d'escalade et de ramener les parties vers la diplomatie, ou si les deux camps continueront de gravir l'échelle jusqu'à ce que l'escalade devienne de plus en plus difficile à maîtriser.

Vus dans ce contexte, les événements de la nuit dernière ne marquaient pas la fin d'un cycle d'escalade. Ils étaient un pas de plus vers le suivant.

La quantité de missiles intercepteurs Patriot que les États-Unis utilisent pour contrer les attaques iraniennes est proprement vertigineuse. Entre 60 et 100 missiles, peut-être même davantage, tirés en l'espace de quelques minutes, la majorité étant des intercepteurs PAC-3 MSE.

Il est évident que l'Iran épuise délibérément les stocks américains en utilisant des missiles relativement bon marché. Le contrecoup politique aux États-Unis est déjà considérable, et toute nouvelle escalade non coordonnée nuit avant tout aux États-Unis et à l'Occident dans son ensemble.

L'ampleur et la coordination des tirs de missiles sont significatives. Le lancement d'un tel nombre de missiles depuis plusieurs sites suggère que l'Iran a reconstitué ses capacités opérationnelles. Cela reflète probablement aussi une confiance croissante dans la taille de son stock de missiles restant et dans sa capacité à soutenir de nouvelles vagues d'attaques.

La rapidité de la prise de décision iranienne est également significative. Téhéran semble avoir préparé à l'avance un « menu » d'options de représailles, ce qui lui permet de répondre rapidement plutôt que d'engager un nouveau processus décisionnel après chaque action américaine.

Le régime iranien n'a par ailleurs plus grand-chose à craindre sérieusement de l'administration Trump, en raison du temps perdu en début d'année. Seule une invasion à grande échelle changerait leur calcul, mais il n'y a évidemment quasiment aucune chance que cela se produise. D'où leur sentiment d'être en position de force.

La Maison-Blanche n'est même pas capable de saisir, ni d'admettre, que Téhéran coordonne clairement son action avec la Russie. Cette coordination va certainement au-delà de la simple transmission des coordonnées des troupes américaines. Sans parler de la flambée des prix du pétrole, qui profite aux deux régimes.

La seule bonne nouvelle est que l'Ukraine épuise la Russie, et par extension l'Iran. Mais Washington est en train de gâcher clairement cet élan.

Néanmoins, il est difficile de ne pas faire le lien entre l'utilisation massive, hier, de missiles intercepteurs américains et le fait que la Russie se réjouit des attaques iraniennes qui épuisent les stocks américains, réduisant ainsi l'aide que les États-Unis peuvent apporter à l'Ukraine.

De plus, il est fort probable que la Russie aide l'Iran en lui fournissant des renseignements sur les cibles et des armes afin d'atteindre précisément cet objectif.

La guerre entre la Russie et l'Ukraine et celle entre l'Iran, les États-Unis et Israël sont de plus en plus étroitement liées de jour en jour. Il est regrettable qu'il semble que l'axe Russie-Iran soit plus soudé que l'axe États-Unis-Israël-Ukraine.

En l'absence d'une véritable grande stratégie de la part de l'administration américaine, qui devrait aussi prévoir l'implication des alliés et partenaires, toute cette guerre relève de la bévée d'ampleur historique. C'est un nouvel exemple de l'importance d'une stratégie claire, d'alliances solides et de la confiance.

Le statu quo actuel est donc intrinsèquement instable. L'Iran n'acceptera pas simplement un blocus maritime indéfini, et il ne laissera pas non plus Washington lui imposer des coûts économiques croissants sans imposer lui-même des coûts en retour.

L'Iran réagira à une pression soutenue, et chaque nouvelle manche de représailles et de contre-représailles accroît le risque pesant sur les marchés énergétiques mondiaux. Les prix du pétrole augmenteront même si les États-Unis continuent de frapper ou de couler des pétroliers iraniens.

L'action militaire pourrait imposer des coûts à Téhéran. Elle ne résout pas le problème d'Ormuz. Sans porte de sortie diplomatique crédible, elle risque de transformer la coercition en un cycle d'escalade sans issue claire.

Dimanche, Mohammed Bagher Ghalibaf, négociateur en chef iranien et président du Parlement, a déclaré aux parlementaires que l'ère des « réponses proportionnées » aux attaques américaines était révolue. Le chef de la sécurité iranienne, Mohsen Rezaei, a également annoncé son intention d'imposer une « zone de restriction » à la navigation dans le golfe Persique, allant au-delà des efforts déployés par le pays pour contrôler le détroit d'Ormuz.

Les dirigeants iraniens estiment que le moment est peut-être venu de durcir le ton, avant les élections de mi-mandat américaines de novembre, où une guerre impopulaire pourrait nuire à Trump et au Parti républicain.

Certains dirigeants iraniens estiment également que le moment est opportun pour agir, car Trump reprendra de toute façon la guerre après les élections de mi-mandat. Le président se sentira soit conforté par une victoire électorale inattendue, soit convaincu qu'il n'a plus rien à perdre en poursuivant sa propre stratégie.

« Tout indique que nous sommes à un tournant décisif », a déclaré Mohammad Ali Shabani, analyste de l'Iran et rédacteur en chef du site d'information régional Amwaj.media au New York Times « *Je doute que les Iraniens attendent la fin des élections pour se faire attaquer en cas d'échec de la diplomatie.* »

L'attaque menée par l'Iran contre deux navires de guerre américains à l'aide de missiles balistiques constitue une escalade significative, a déclaré Hamidreza Azizi, analyste principal spécialiste de l'Iran au sein de l'International Crisis Group au New York Times.

Les forces iraniennes n'avaient jusqu'alors déployé aucun effort sérieux pour cibler les navires de guerre américains et semblaient réticentes à mener des attaques susceptibles d'infliger de lourdes pertes aux Américains.

L'administration Trump semble considérer que « la dynamique est de son côté » en raison de l'augmentation du trafic dans le détroit d'Ormuz et de l'impact du blocus américain sur les ports iraniens, a déclaré Naysan Rafati, analyste principal sur l'Iran au sein de l'International Crisis Group, un groupe de réflexion au Washington Post. Les dirigeants iraniens pourraient contester les détails, a-t-il ajouté, mais ils sont conscients des risques qui pèsent sur leur influence et veulent « *montrer qu'ils ont encore des atouts en main* ».

« Ils veulent montrer qu'ils ne sont ni réticents au risque ni dissuadés », a-t-il déclaré. « Et qu'ils vont tenter d'imposer leurs propres coûts aux États-Unis. »

Ali Vaez, directeur adjoint des programmes pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au sein de l'International Crisis Group, a déclaré au Washington Post que l'Iran était « *prêt à prendre des risques de plus en plus importants pour briser le blocus* ».

« D'une certaine manière, plus le président Trump réussit à exercer une pression économique sur l'Iran, plus il échoue en contraignant les Iraniens à recourir à la force », a-t-il déclaré.

De la « défense avancée » à l'« offensive avancée »

C'est ici que la situation a le plus nettement évolué depuis la mi-août. Un haut responsable iranien a déclaré à Reuters que Téhéran menaçait de passer d'une politique défensive à une politique offensive pour sortir de l'impasse des négociations, affirmant qu'*« il est prouvé que les États-Unis ne sont pas sérieux au sujet d'un cessez-le-feu »* et que faire confiance à des médiateurs pour un accord durable n'est « pas réaliste ».

Ce constat a été confirmé et théorisé par plusieurs figures du CGRI. Le général Yadollah Javani, numéro deux politique du CGRI, a déclaré à la télévision d'État iranienne que les actions de l'Iran avaient été jusqu'ici défensives, « c'est l'ennemi qui a déclenché la guerre », mais qu'elles pourraient désormais « prendre un caractère offensif », avertissant les adversaires de l'Iran de s'attendre à des « surprises stratégiques ».

Le porte-parole du CGRI, le général Hossein Mohebbi, a pour sa part explicitement désigné les infrastructures américaines et alliées dans la région, réseaux énergétiques, centrales électriques, câbles sous-marins connectés à internet, comme cibles

potentielles, une forme de guerre asymétrique déjà évoquée par des officiers du CGRI concernant le sabotage des câbles sous-marins du Golfe.

Le conseiller du Guide suprême Mohammad Mokhber a confirmé le 13 août que la nouvelle stratégie iranienne face à ses adversaires est « intrinsèquement offensive ». C'est toutefois le général Mohammad Reza Naqdi, conseiller du nouveau commandant en chef du CGRI Ahmad Vahidi, qui a porté ce message avec le plus de netteté dans plusieurs interviews à la télévision d'État, confirmées par Bloomberg et CNN.

Interrogé directement sur un basculement de la doctrine militaire iranienne du défensif à l'offensif, Mohammad Reza Naqdi a répondu sans détour : « Oui, cette décision a été prise. » Il a précisé que la préparation opérationnelle implique la capacité de « porter les opérations en territoire ennemi, chaque fois que cela sera nécessaire et ordonné », une formule reprise presque à l'identique dans plusieurs de ses interventions.

Selon H.A. Hellyer, chercheur associé senior au Royal United Services Institute de Londres, cité par CNN, ce raidissement traduit une confiance retrouvée : « *le régime a résisté au déluge américano-israélien et aux représailles des États arabes du Golfe, et il tient toujours debout* » ; l'objectif désormais serait de « *transformer cette résilience en avantage politique permanent dans la région* », plutôt que de laisser l'initiative s'éroder avec le temps.

Cette évolution s'accompagne, selon plusieurs analystes, d'un déplacement progressif des priorités iraniennes : l'« axe de la résistance », qui reposait largement sur des acteurs non étatiques (Hezbollah, Houthis, milices irakiennes), pourrait être de plus en plus complété, sans être remplacé, par un emploi direct et souverain des capacités militaires iraniennes elles-mêmes : missiles balistiques, missiles de croisière, drones.

Les opérations iraniennes contre des groupes d'opposition kurdes dans le nord de l'Irak, menées avant même l'expiration du mémorandum, illustreraient déjà cette logique plus proactive, où Téhéran cherche à anticiper les menaces plutôt qu'à attendre qu'elles atteignent son territoire.

Cela suggère également un passage d'une posture principalement réactive à une posture plus proactive.

Téhéran pourrait ne plus attendre que les menaces atteignent le territoire iranien. Elle cherchera au contraire à anticiper les menaces, à les perturber précocement, et à déplacer le champ de bataille sur le territoire de l'adversaire. Les opérations iraniennes contre les groupes d'opposition kurdes dans le nord de l'Irak offrent un exemple de cette logique en pratique.

Peut-être plus significativement encore, Téhéran semble de plus en plus disposé à accepter les risques associés à une confrontation interétatique directe. Les partenaires et supplétifs de l'Iran continueront à offrir flexibilité, portée géographique et profondeur,

mais Téhéran a démontré qu'elle est prête à employer directement la puissance militaire iranienne lorsqu'elle estime que sa dissuasion est en jeu.

Cette évolution reflète une conclusion plus large à Téhéran : l'ère durant laquelle l'Iran pouvait jouir d'une immunité relative tout en projetant sa puissance par le biais de tiers touche à sa fin.

Si les dirigeants iraniens estiment que le territoire national lui-même est désormais une cible de plus en plus légitime pour ses adversaires, ils pourraient conclure que la retenue offre des rendements décroissants.

Les confrontations futures pourraient donc impliquer un emploi plus fréquent et plus visible de la puissance militaire iranienne.

Pour les États-Unis, Israël et les États du Golfe, le défi central n'est pas simplement que l'Iran puisse devenir plus agressif. C'est que les hypothèses qui ont sous-tendu la gestion de l'escalade pourraient ne plus être valables.

Pendant des décennies, l'hypothèse était que Téhéran préférait généralement des réponses calibrées, déniabiles et indirectes aux actions susceptibles de déclencher une guerre interétatique majeure. Cette attente ne peut plus être tenue pour acquise.

L'approche iranienne émergente sera donc probablement moins dépendante des supplétifs, plus tolérante au risque, et plus disposée à employer la puissance militaire souveraine au-delà des frontières de l'Iran.

Cela ne signifie pas nécessairement que Téhéran abandonne la dissuasion ou les calculs rationnels de coûts-avantages. Cela signifie que le seuil à partir duquel les dirigeants iraniens estiment que l'action militaire directe sert ces objectifs pourrait être en train de baisser.

Ainsi, dissuader l'Iran exigera de plus en plus de comprendre non seulement ce que Téhéran craint, mais aussi le moment où elle estime que l'escalade elle-même est devenue l'option la plus sûre.

Scénarios pour la suite

L'absence de tout objectif politique clairement défini dès l'origine du conflit continue de priver les deux camps d'un critère de victoire, et donc d'un chemin de sortie évident.

C'est dans ce vide stratégique que doivent être lus les scénarios suivants, dont aucun ne s'impose aujourd'hui comme évident, mais dont la hiérarchie de probabilité dessine un ordre de priorité assez net.

Scénario 1 — Le conflit gelé et non résolu (le plus probable)

C'est aujourd'hui le scénario considéré comme le plus probable avec une probabilité évaluée autour de 45 % par les plateformes de prévision agrégative spécialisées.

Il correspond à la poursuite de la dynamique observée depuis fin août : des cycles réguliers d'attaque et de représailles, sans qu'aucun camp ne l'emporte décisivement ni ne cède formellement, aboutissant à une forme de conflit gelé ou de cessez-le-feu informel mais jamais officiellement acté.

Hussein Ibish, chercheur à l'Arab Gulf States Institute de Washington, résume cette hypothèse en distinguant deux variantes : un régime de confinement organisé et relativement prévisible, qui serait le résultat le plus favorable pour Washington, contre un scénario incontrôlé et erratique, quoique retenu dans son intensité, qui favoriserait davantage Téhéran.

Dans cette même logique, Michael Knights, spécialiste des questions militaires iraniennes, avance l'hypothèse d'une adaptation du modèle déjà employé par les Houthis en mer Rouge : des attaques périodiques, des négociations intermittentes et une campagne prolongée de nuisance, sans jamais franchir le seuil d'une guerre totale, visant le transport maritime, les ports ou les infrastructures énergétiques, dans l'objectif de rendre le statu quo de plus en plus coûteux à tolérer pour les États du Golfe plutôt que pour les États-Unis eux-mêmes.

Ce scénario a l'avantage de correspondre à la trajectoire réellement observée depuis six mois, mais il comporte un risque intrinsèque. Plus il se prolonge, plus il multiplie les occasions d'un dérapage non maîtrisé, notamment à mesure que les stocks défensifs américains s'amenuisent et que la marge d'erreur opérationnelle se réduit.

Scénario 2 — Un règlement négocié complet (probabilité modérée, obstacles structurels majeurs)

Un accord de paix global, réglant simultanément les trois nœuds du conflit, le programme nucléaire iranien, le libre accès au détroit d'Ormuz et la levée des sanctions, reste évalué par les mêmes plateformes à une probabilité de l'ordre de 18 %, en net recul par rapport aux espoirs suscités par le mémorandum de juin.

L'échec de ce dernier illustre la difficulté à traiter ces trois dimensions de façon simultanée et durable. Washington a proposé à Téhéran un plan en quinze points, que l'Iran a rejeté en publiant cinq contre-exigences, parmi lesquelles la reconnaissance d'une souveraineté iranienne sur le détroit d'Ormuz, une demande jugée totalement inacceptable côté américain.

Le ministre iranien des Affaires étrangères a lui-même indiqué que Téhéran n'avait pas l'intention de négocier, quand bien même Trump continuait d'affirmer publiquement que des discussions étaient en cours.

Des canaux discrets existent pourtant : les renseignements iraniens ont fait passer, via un pays tiers, des messages à la CIA suggérant une ouverture possible sur les modalités de fin de guerre, mais les responsables américains soulignent qu'aucune négociation

sérieuse n'est à ce jour engagée et qu'un off-ramp formel paraît peu probable à court terme.

Le Pakistan et le Qatar, médiateurs principaux, continuent de développer des propositions que l'Iran dit examiner, tout en restant attachés à la lettre du mémorandum de juin, dont l'ambiguïté calculée avait facilité sa signature mais explique aussi son échec.

Alex Vatanka, du Middle East Institute, avance une variante plus réaliste de ce scénario : non pas une victoire ou une reddition, mais une pause négociée que les deux capitales pourraient chacune présenter comme un succès politique, sans qu'elle règle le fond du différend.

C'est sans doute la forme la plus probable que pourrait prendre une désescalade négociée à moyen terme, un compromis d'apparence plutôt qu'un règlement de fond.

Scénario 3 — L'élargissement régional du conflit (risque de queue significatif)

L'hypothèse d'un embrasement régional plus large impliquant des acteurs étatiques supplémentaires, avant une résolution éventuelle du conflit, est évaluée à environ 9 % par les mêmes agrégateurs de prévision, un risque de queue non négligeable compte tenu de la densité des lignes de fracture actives dans la région.

Plusieurs vecteurs d'élargissement sont identifiables. Le premier est yéménite : dès la fin mars 2026, des responsables du Corps des gardiens de la révolution islamique évoquaient la possibilité de pousser leurs alliés houthis à bloquer le détroit de Bab-el-Mandeb, ce qui étendrait la crise de la navigation mondiale du golfe Persique à la mer Rouge simultanément.

Le deuxième est israélien : plusieurs responsables israéliens ont laissé entendre, selon le New York Times, que Tel-Aviv chercherait à accélérer ses propres frappes sur des cibles jugées prioritaires avant qu'une éventuelle fin de la guerre ne referme la fenêtre d'opportunité militaire, une dynamique qui pourrait rouvrir un front israélo-iranien parallèle à celui des États-Unis.

Lors de la dernière vague d'attaques, l'Iran s'est abstenu de frapper Israël, où certains responsables ont également durci le ton ces derniers jours. Selon Ali Vaez, une telle action « *augmenterait les coûts sans pour autant apporter de bénéfices à l'Iran, dont l'objectif principal est de faire grimper les prix de l'énergie en s'en prenant aux pays de la région* ».

Le ministre israélien de la Défense, Israel Katz, membre intransigeant du parti au pouvoir en Israël, a déclaré jeudi 3 septembre que les autorités constataient des signes indiquant que l'Iran pourrait être poussé « à des mesures désespérées » en raison « des fortes pressions économiques qu'il subit, ainsi que de la crainte d'un soulèvement et de la chute du régime ».

S'exprimant jeudi lors d'un événement au ministère de la Défense, Katz a averti que si l'Iran attaquait Israël, cela « *libérerait Israël de toute restriction l'empêchant d'attaquer l'Iran. [...] Nous frapperons toutes les infrastructures militaires et civiles nationales en Iran — y compris les infrastructures énergétiques — et replongerons l'Iran dans l'âge de pierre et les ténèbres.* »

Le troisième vecteur tient aux monarchies du Golfe elles-mêmes : le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane et le président émirien Mohamed ben Zayed ont averti publiquement que la poursuite des attaques iraniennes contre d'autres États du Golfe pourrait précipiter une escalade régionale plus large, un avertissement d'autant plus significatif que l'Arabie saoudite a déjà mené, discrètement, des frappes contre des sites iraniens de lancement de drones et de missiles ainsi que contre des milices soutenues par l'Iran en Irak.

La combinaison de ces trois vecteurs, Yémen, Israël, Golfe, signifie que le risque d'élargissement n'est pas hypothétique mais repose sur des dynamiques déjà partiellement engagées, susceptibles de s'aggraver rapidement si un nouvel incident majeur venait rompre l'équilibre actuel.

Scénario 4 — L'instabilité interne iranienne ou un changement de régime (risque de queue le plus incertain)

Le scénario d'une fin de guerre provoquée par un changement de régime ou un effondrement du pouvoir iranien, qui verrait un nouveau gouvernement négocier ou les hostilités cesser du fait d'une transformation politique interne, est évalué à environ 11 % par les plateformes de prévision spécialisées.

Ce scénario est alimenté par le constat, répété par plusieurs officiels américains, que l'économie iranienne serait en chute libre et l'appareil militaire du régime largement décimé. Néanmoins, il ne faut pas oublier que l'Iran a passé des décennies à s'adapter aux sanctions et a déjà traversé plusieurs campagnes de pression maximale sans en sortir transformé dans son comportement, ce qui invite à une forte prudence sur la probabilité réelle d'un basculement interne à court terme.

En outre, si Washington refuse de s'engager dans une reconstruction politique de l'Iran après avoir affaibli sa direction, cela posera la question de savoir qui, ou quoi, comblerait le vide du pouvoir en cas d'effondrement effectif du régime, milices, factions rivales ou chaos prolongé, avec un risque de répéter les erreurs de planification de l'après-guerre observées en Irak en 2003.

Lecture transversale des scénarios

Au-delà de cette typologie, plusieurs facteurs sont susceptibles de faire évoluer rapidement la hiérarchie des scénarios.

La première est le calendrier électoral américain : plus l'échéance des élections de mi-mandat de novembre 2026 se rapproche, plus la pression pour un geste de désescalade visible, même partiel, même cosmétique, devrait croître côté américain, ce que Téhéran a manifestement intégré dans son calcul temporel.

La seconde est la trajectoire des stocks de munitions américains : si le rythme actuel de consommation des intercepteurs Patriot et THAAD se maintient, Washington pourrait se retrouver, d'ici la fin de l'année, dans une situation où la contrainte matérielle impose de facto une désescalade, indépendamment de toute décision politique.

La troisième est la cohésion du front occidental et allié : la fracture déjà visible entre une Arabie saoudite et un Qatar favorable à la médiation et des Émirats arabes unis plus disposés à l'affrontement pourrait, si elle s'aggrave, priver Washington d'un levier régional coordonné, ou au contraire, si elle se résorbe autour d'une position commune de désescalade, accélérer un scénario de pause négociée.

Enfin, la variable la plus difficile à anticiper reste celle de l'erreur de calcul ou de l'incident non planifié, une frappe touchant accidentellement un troisième pays, une perte de vie civile massive, une frappe iranienne contre une cible qu'aucun des deux camps n'avait anticipée comme franchissant un seuil, qui reste, dans ce type de configuration d'escalade graduée et répétée, le facteur le plus susceptible de faire basculer brutalement la trajectoire du conflit vers le scénario 3, celui de l'élargissement régional.

Conclusion

Le point commun à l'ensemble des développements de ces derniers jours reste l'absence de toute architecture crédible de sortie de crise. Ni la pression militaire américaine, ni les capacités de représailles iraniennes, ne suffisent à elles seules à produire une désescalade stable.

Chacun des deux camps dispose d'assez de capacité résiduelle pour empêcher l'autre de l'emporter décisivement, sans qu'aucun ne dispose d'assez de capacité pour forcer une reddition.

Cette situation d'équilibre instable, couplée à l'épuisement des stocks défensifs américains, à la fracture des alliés du Golfe et à l'absence de canal diplomatique structuré comparable au mémorandum de juin, place la région, et les marchés pétroliers mondiaux, devant une perspective d'escalades répétées dont l'issue dépendra moins d'un rapport de force militaire que de la capacité, ou non, d'un médiateur extérieur à rouvrir une fenêtre de négociation avant qu'un incident ne franchisse un seuil désormais difficile à anticiper.